



Académie des sciences d'outre-mer

*Les recensions de l'Académie*¹

Gouvernance de l'agriculture et mouvements paysans en Inde / Christine Lutringer
éd. Institut de hautes études internationales et du développement - Karthala, 2012
cote : 58.701

Soucieux d'ouvrir ses administrés à la modernité, le gouvernement de l'Inde, dont la population dépasse celle de l'Afrique entière, sur une superficie dix fois moindre, s'est trouvé amené à adopter une politique très interventionniste dans un monde rural encore majoritaire et enfermé dans ses traditions, dont relevait la sécurité alimentaire du pays, essentielle à l'affermissement d'une indépendance récemment acquise. Cependant, la mise en œuvre de cette politique, imposant la remise en cause de pratiques ancestrales, a suscité dans le milieu paysan, jusqu'alors plutôt passif, des mouvements de mise en garde ou d'hostilité parfois violents qui ont conduit à certains ajustements.

L'auteur, dans un premier chapitre, fait l'analyse des systèmes de soutien à l'agriculture mis en place par l'État, des mesures techniques et économiques adaptées dans un cadre plus ou moins ouvert à la mondialisation, et des controverses qu'elles ont suscitées, reconnaissant que la politique suivie, même si elle a montré ses limites, s'est révélée efficace comme encouragement à la productivité, tout en regrettant une tendance à l'uniformisation dans un marché qui, éloignant le producteur du consommateur, entraînait la réduction de la diversification de l'offre comme celle de la demande.

Les chapitres suivants sont consacrés aux réactions des cultivateurs aux interventions gouvernementales dans une région initialement riche, l'ouest de l'Uttar Pradesh (région de Dehli) où les conditions environnementales sont assez homogènes et favorables (chap. II) et dans une région, l'état du Chhattisgarh, relativement pauvre, où les conditions environnementales sont assez difficiles et très variées (chap. III et IV), les réactions diffèrent assez significativement de l'une à l'autre.

En Uttar Pradesh, la paysannerie, dont les contacts avec les milieux urbains tendent à se développer, a largement profité de la politique gouvernementale (subventions pour les achats d'intrants, extension des surfaces irriguées grâce à la fourniture du courant électrique à un prix raisonnable, introduction de variétés à haut rendement, blé, riz, canne à sucre...), prix garantis à la production et les mouvements en milieu rural ont surtout eu pour but de s'en assurer le contrôle, en particulier quand l'État se trouvait amené à réduire sa participation financière. Ainsi, leur influence a pu s'étendre hors de leur lieu d'origine, et, sur le plan politique, ils se sont employés à défendre le monde agricole face aux exigences du monde



¹ Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/).
Basé(e) sur une oeuvre à www.academieoutremer.fr.



Académie des sciences d'outre-mer

industriel et à prévenir l'adhésion à des accords internationaux propres à favoriser l'ingérence de compagnies étrangères.

Dans l'état du Chhattisgarh, la superficie des terres irriguées est réduite et la culture du riz pouvant conserver une grande importance, les variétés traditionnellement cultivées, adaptées à des conditions de sol et de climat très diverses, ont fait l'objet d'un recensement et de la constitution d'une collection de sauvegarde à l'Université de Raipur, la capitale. Le mouvement à l'origine des violences liées à l'affaire de Syngenta, en 2002, répondait, outre à l'exaspération provoquée chez les cultivateurs par la cession à une organisation étrangère de variétés qu'ils considéraient comme leur bien propre, aux difficultés engendrées du fait de l'appropriation de terres agricoles par des entreprises industrielles soutenues par le gouvernement.

Christine Lutringer, dans la relation de faits, sans doute ici peu connus mais méritant toute notre attention, met en exergue les difficultés qui se présentent dans l'élaboration d'une politique propre à satisfaire pleinement aux attentes du monde agricole dont les activités conditionnent notre survie. En outre, alors que le concept d'agrobiodiversité semble ouvrir de nouvelles perspectives pour l'agriculture de demain, dans les chapitres consacrés au Chhattisgarh, sont évoqués longuement les problèmes de droit touchant à l'appartenance du vivant, problèmes qui, sur le plan international, semblent encore loin d'être résolus de manière satisfaisante.

On trouvera à la fin du livre une très riche bibliographie et des cartes qui permettent de situer les états indiens concernés, regrettant peut-être que, sur ces cartes, ne figurent pas les tracés des fleuves qui jouent un rôle si important dans la vie de la population.

Maurice Schmid